

Brésil : Consolider la Résilience grâce à une stratégie novatrice fondée sur la gestion des revenus

Bruno De Conti, Université de Campinas, Brésil

Les pays des périphéries se trouvent souvent confrontés à de graves problèmes économiques causés par des facteurs extérieurs ; c'est par exemple le cas du Brésil, dont l'économie a toujours été sérieusement affectée par les crises internationales. La crise de la dette extérieure des années 1980 et celle de la « mondialisation financière » des années 1990 ont en effet provoqué une brusque interruption des flux de capitaux privés vers le Brésil, un phénomène qui a rendu nécessaire l'adoption de politiques nationales restrictives, ralenti l'activité économique et fait gonfler les chiffres du chômage.

Aujourd'hui, il semble toutefois en aller tout autrement : malgré la dernière crise en date, considérée comme « la plus grave crise économique depuis 1929 », l'économie brésilienne affiche en effet une certaine résilience qu'elle doit à une stratégie novatrice fondée sur la gestion des revenus. Pour comprendre ce phénomène, il convient de se pencher sur deux facteurs déterminants de cette résilience : l'un interne et l'autre externe.

Facteur externe - Principalement alimentée par la Chine et son commerce international, la croissance économique mondiale a battu son plein entre 2003 et 2007. Cet environnement extérieur favorable a particulièrement profité aux exportateurs de produits de base, pour qui les termes de l'échange ont été plus avantageux que jamais.

Un tel contexte a bénéficié au Brésil, dont les excédents de la balance des paiements courants ont permis au gouvernement d'adopter une stratégie agressive d'accumulation de devises internationales, dont les stocks nationaux sont passés de 39 à 208 milliards de dollars entre janvier 2003 et septembre 2008. Grâce à la réserve ainsi constituée, le front extérieur du pays se trouvait en effet relativement bien protégé au moment de la faillite de Lehman Brothers. Si cette stratégie a connu une brève et « brusque interruption » en 2008, un « soudain renversement de situation » (Biancarelli, 2012) s'est toutefois produit en 2008, relançant avec lui l'accumulation des devises internationales.

Facteur interne: Il est toutefois essentiel de souligner que la résilience brésilienne ne s'explique pas par ce seul facteur extérieur. Si le stimulus est certes venu de l'étranger, le Brésil l'a toutefois intégré à son fonctionnement interne. Les politiques adoptées par le gouvernement du parti travailliste reposaient en effet sur l'idée qu'un « marché de consommation de masse » pourrait constituer un marché dynamique ; or, le stimulus mentionné plus haut a facilité la tâche des dirigeants, chargés de relancer le marché intérieur. Pour ce faire, ces derniers ont procédé à l'expansion des politiques sociales, dont voici les deux principales :

i) La Bourse familiale (ou *Bolsa Família*), née de la fusion de plusieurs programmes de transferts en espèces visant à lutter contre la pauvreté et la faim par le biais de bénéfices en espèces directement versés aux familles pauvres. Si le montant accordé à chaque ménage est assez modeste, son effet de levier se situe selon certains chercheurs

autour de 1,8. Ce programme a traversé une rapide expansion, passant de 6 à 14 millions de bénéficiaires entre 2004 et 2012 (environ 25 pour cent de la population brésilienne). Son coût, estimé pour 2012 à 0,5 pour cent du PIB, est en outre extrêmement faible comparé à la portée du programme et à l'importance que celui-ci revêt aux yeux de la société brésilienne ;

ii) Le salaire minimum a crû de 6,6 pour cent par an en moyenne entre 2003 et 2010, ce qui représente une hausse de 2 points de pourcentage par rapport à la moyenne de 1995-2002. Au Brésil, cette politique est d'autant plus importante que près d'un quart de la population dépend du salaire minimum.

Outre ces deux politiques, d'autres mesures ont largement contribué à stimuler la croissance et à consolider la résilience économique du pays. On peut notamment relever la politique de crédit, avant tout menée par les banques publiques, qui ont augmenté la part du crédit de 25 à 45 pour cent entre 2003 et 2010. Citons également les investissements publics réalisés par des entreprises publiques, ou encore l'expansion du marché du travail formel, qui a bénéficié de la création de 13 millions d'emplois entre 2003 et 2012.

Ces politiques ont eu d'excellents résultats. Les estimations montrent qu'entre décembre 2002 et décembre 2010, la pauvreté a baissé de 50,7 pour cent, permettant au Brésil d'atteindre l'un des Objectifs du millénaire pour le développement en l'espace de huit ans seulement. Pour l'économie brésilienne, la véritable innovation réside toutefois dans l'effet produit par la combinaison de la croissance économique et de la redistribution des revenus, qui a permis de faire chuter le coefficient de Gini de 0,58 à 0,53 entre 2003 et 2012.

Bien plus qu'une simple question sociale, la redistribution des revenus constitue un véritable moteur économique. Cet ensemble de phénomènes interconnectés a généré un cercle vertueux de redistribution de revenus et de croissance économique. Un tel mécanisme est digne d'être mis en valeur, dans la mesure où il est inédit dans l'histoire brésilienne et rare dans l'environnement mondial actuel ; il a en outre permis au pays de s'approprier la source du dynamisme économique : si en 2003-2004 les exportations constituaient la principale source de revenus du PIB, ils ont par la suite été remplacés par la consommation des ménages. Grâce à un tel environnement, l'économie brésilienne a pu faire preuve d'une résilience accrue face aux effets de la crise financière de 2008.

Aujourd'hui, la vulnérabilité du pays vis-à-vis de l'extérieur est plus faible qu'elle ne l'était en 2002. Comme l'expose A.M. Biancarelli (2012), les chiffres de 2002 et de 2012 étaient respectivement de 20 contre 119 pour cent en matière de réserves de devises/dette extérieure ; de 45 contre 15 pour cent en matière de dette extérieure/PIB ; et de 3,5 contre 1,3 pour cent en matière de dette extérieure/exportations. De plus, on a assisté à une hausse de la part des investissements directs à l'étranger dans les flux des comptes financiers et à une hausse de la part des dettes extérieures chiffrées en réaux brésiliens plutôt qu'en dollars américains. Le chômage a quant à lui poursuivi sa baisse malgré le ralentissement de la croissance économique nationale pour atteindre un niveau historiquement bas de 4,3 pour cent en décembre 2013.

Face à un tel panorama, deux questions essentielles se posent : de tels progrès sont-ils pérennes ? La réponse est négative : ces avancées dépendent de la volonté politique ainsi que de la croissance économique. Ensuite, ce modèle de croissance a-t-il atteint ses limites ? La réponse est encore négative, même si ce système dépendra à l'avenir de taux d'investissements publics et privés plus élevés, concentrés avant tout sur les infrastructures.

Le Brésil n'en demeure pas moins l'un des pays les plus inégalitaires au monde, c'est pourquoi la lutte contre les inégalités reste une priorité dont dépendent à la fois la justice sociale et la croissance économique. Une telle tâche devrait être accomplie au moyen de deux instruments complémentaires : la redistribution des revenus et l'amélioration des biens et services publics.

Références:

Biancarelli, A.M. (2012). 'Uma nova realidade do setor externo brasileiro, em meio à crise internacional', *Texto para discussão*. Campinas, Rede Desenvolvimentista.

De Conti, B.M. (2013). 'The Main Trends in the Brazilian Economy over the Last Ten Years', *Berlin Working Papers on Money, Finance, Trade and Development*, No. 06/2013. Berlin, Hochschule für Technik und Wirtschaft, <http://daadpartnership.htw-berlin.de/fileadmin/working_paper_series/wp_06_2013_De_Conti_The_Main_Trend_in_the_Brazilian_Economy.pdf> (page consultée le 30 avril 2014).

Traduit par Amélie Courau.